

RÉFÉRENCES

Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLDCB) – première édition, Gouvernement du Canada (<http://canadianbiosafetystandards.collaboration.gc.ca/cbsg-nldcb/index-fra.php?page=1>)

Programme de biosécurité – Laboratoire de microbiologie – Niveau de confinement 2 – Département de biologie et de biotechnologies

Manuel de biosécurité – Laboratoire de niveau de confinement 2 (NC2) – Local 2022 – Département de biologie et de biotechnologies

PRÉAMBULE

La Politique sur la biosécurité vise à répondre aux enjeux soulevés par le fait que le laboratoire de microbiologie du Collège Shawinigan ainsi que plusieurs laboratoires de son centre de transfert technologique, le Centre national en électrochimie et en technologies environnementales (CNETE), sont de niveau de confinement 2, ce qui implique que des agents pathogènes y sont manipulés. Il importe donc de s'assurer que les personnes appelées à effectuer du travail ou des manipulations dans ces laboratoires le fassent de la façon la plus sécuritaire possible et que l'environnement soit préservé. La Politique permet ainsi d'encadrer la gestion de la biosécurité au Collège et au CNETE puisque ce dernier appartient au Collège.

Avertissement : Dans le but d'alléger le texte, le genre masculin est utilisé à titre épique.

ARTICLE 1

CHAMP D'APPLICATION

La Politique s'applique à toutes les personnes (discipline, statut, fonction et corps d'emploi confondus) appelées à travailler avec des agents pathogènes ou à effectuer des manipulations impliquant ceux-ci au laboratoire de microbiologie du Collège (local 2022) ainsi qu'aux laboratoires de niveau 2 du CNETE.

ARTICLE 2

OBJECTIFS

La Politique vise à encadrer la gestion de la biosécurité, ceci dans le but de guider le personnel impliqué, de le sensibiliser à l'importance de respecter les règles et directives prescrites et législations en vigueur et de le protéger des risques associés à la manipulation d'agents pathogènes.

De façon spécifique, les objectifs poursuivis par la Politique sont les suivants :

- Introduire et définir les principaux termes et concepts reliés à la biosécurité;
- Spécifier les règles de composition et de fonctionnement du comité institutionnel de biosécurité (CIB);
- Spécifier les rôles et responsabilités respectifs des divers intervenants en matière de biosécurité;
- Informer sur les conséquences en cas de non-conformité.

ARTICLE 3**DÉFINITIONS**

Afin de maintenir un environnement sain et sécuritaire pour l'ensemble de la communauté collégiale, de s'assurer que toute utilisation de matériel biologique se fasse conformément aux normes en vigueur et de manière à protéger la santé des utilisateurs, le Collège a mis en place un **programme de biosécurité**.

Le programme de biosécurité du Collège a été élaboré en accord avec les Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLDCB) et assure la **gestion responsable de la biosécurité**. Il est basé sur les **lignes directrices** des NLDCB qui renseignent sur la façon de se conformer aux exigences en matière de biosécurité et abordent les concepts requis pour l'élaboration d'un programme de gestion de la biosécurité exhaustif et axé sur les risques visant notamment la **protection des personnes** et de l'environnement.

Le programme de biosécurité du Collège comprend une composante de biosûreté et vise à prévenir les infections et les maladies chez le personnel et à protéger la communauté, l'environnement et les ressources animales contre les dangers en prévenant la libération de matières infectieuses ou de toxines. Afin d'être efficace, le programme de biosécurité promeut et renforce les pratiques de travail sécuritaires et contribue à améliorer la performance en matière de sécurité et à accroître la conformité réglementaire grâce à une combinaison d'activités de formation, de documentation, d'inspections, d'évaluations, d'examens et de communications claires.¹

Lorsqu'applicable et exigé par les normes en vigueur, le programme de biosécurité élaboré par le Collège est également mis en œuvre au CNETE.

De manière à assurer une meilleure compréhension du domaine de la biosécurité et des principaux enjeux associés, il importe de définir quelques-uns des termes utilisés² :

Agent pathogène :	Microorganisme, acide nucléique ou protéine capable de causer une maladie chez l'humain ou l'animal.
Biosécurité :	Ensemble de principes, de technologies et de pratiques liés au confinement, mis en œuvre pour prévenir l'exposition involontaire à des matières infectieuses et à des toxines, ou leur libération accidentelle.
Biosûreté :	Ensemble de mesures visant à prévenir la perte, le vol, le mésusage, le détournement ou la libération intentionnelle de matières infectieuses ou de toxines.
Groupe de risque (GR) :	Groupe dans lequel les matières biologiques sont classées en fonction de leurs caractéristiques inhérentes, comme la pathogénicité, le risque de propagation et l'existence d'un traitement prophylactique ou thérapeutique efficace.
Groupe de risque 1 :	Il s'agit d'un microorganisme, d'un acide nucléique ou d'une protéine qui est a) incapable de causer une maladie chez l'être humain ou les animaux ou b) capable de causer une maladie chez l'être humain ou les animaux, mais peu susceptible de le faire. Les agents pathogènes du GR1 peuvent être opportunistes et peuvent menacer la santé de sujets immunodéprimés. La prudence est de mise, et des pratiques de travail sécuritaires (p. ex. bonnes pratiques microbiologiques de laboratoire) devraient être employées lors de la manipulation de ces matières. Risque faible pour l'individu et la communauté.

¹ Tiré des Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLDCB) – première édition, page 164.

² Tiré des Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLDCB) – première édition, pages 184, 344-360.

- Groupe de risque 2 :** Il s'agit d'un agent pathogène présentant un risque modéré pour la santé des personnes ou des animaux et un risque faible pour la santé publique, le bétail ou la volaille. Les agents pathogènes de ce groupe de risque peuvent causer des maladies graves chez l'être humain ou les animaux, mais sont peu susceptibles de le faire. Il existe des mesures prophylactiques et des traitements efficaces contre les maladies causées par ces agents pathogènes, et le risque de propagation de ces maladies est faible. Risque modéré pour l'individu, risque faible pour la communauté.
- Matières biologiques :** Microorganismes pathogènes et non pathogènes, protéines et acides nucléiques, ainsi que toute matière biologique pouvant contenir des microorganismes, des protéines, des acides nucléiques ou des parties de ceux-ci. Les bactéries, les virus, les champignons, les prions, les toxines, les OGM, l'ARN, l'ADN, les échantillons de tissus, les échantillons de diagnostic et les vaccins vivants en sont quelques exemples.
- Niveau de confinement (NC) :** Exigences opérationnelles minimales et exigences physiques minimales en matière de confinement pour la manipulation sécuritaire de matières infectieuses et de toxines dans les laboratoires et les environnements de travail avec des animaux. Il existe quatre niveaux de confinement, allant du niveau de base (NC1) au niveau le plus élevé (NC4). Le niveau de confinement est directement associé au groupe de risque; par exemple, la manipulation de microorganismes, d'acides nucléiques ou de protéines identifiés au groupe de risque 2 (GR2) doit être effectuée dans un laboratoire (ou environnement de travail) de niveau de confinement 2 (NC2).

ARTICLE 4

COMITÉ INSTITUTIONNEL DE BIOSÉCURITÉ

4.1 Fonction

Le comité institutionnel de biosécurité (CIB) n'est pas un comité obligatoire, mais son apport dans la gestion du programme de biosécurité est indéniable. Le principal acteur au Collège en matière de biosécurité est le ou les agent(s) de sécurité biologique (ASB) et le CIB le(s) supporte dans les activités suivantes :

- les évaluations de risques;
- l'examen du manuel et des protocoles de biosécurité;
- les conflits en matière de biosécurité;
- d'autres aspects liés à la biosécurité ou à la biosûreté;
- suivi des travaux du (des) ASB;
- suivi des travaux du sous-comité de biosécurité.

4.2 Composition du CIB et durée des mandats

Le CIB est composé d'un représentant de la direction des Études, de la professionnelle au développement de la recherche, de (des) l'ASB identifié par le département de biologie, d'un représentant du CNETE, du coordonnateur des ressources matérielles et d'un conseiller médical (enseignant provenant du département de soins infirmiers ou de soins préhospitaliers d'urgence) qui pourra être consulté au besoin. Les mandats sont d'une durée indéterminée.

4.3 Fréquence des réunions et procès-verbaux

Le CIB tient environ deux rencontres par année et peut se réunir plus souvent au besoin. Les procès-verbaux sont consignés et transmis aux membres du CIB.

ARTICLE 5

RESPONSABILITÉS

5.1 Directeur des Études du Collège

Le directeur des Études du Collège est l'autorité responsable de la délégation des pouvoirs appropriés en matière de biosécurité au Collège. Il est également tenu de s'assurer de l'application des lois et règlements en lien avec la biosécurité et de l'inscription auprès de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), en vertu de la Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines (LAPHT).

Le directeur des Études du Collège est responsable de la Politique sur les niveaux de biosécurité élevés, en exposant son engagement en ce qui a trait :

- à la biosécurité;
- aux principes directeurs en matière de biosécurité;
- à la protection du personnel;
- aux objectifs du programme de biosécurité;
- à l'imputabilité et aux responsabilités des intervenants;
- aux conséquences en cas de non-conformité.

Il doit prendre toutes les précautions raisonnables pour prévenir la libération des matières infectieuses et de toxines.

5.2 Directeur général du CNETE

Le directeur général du CNETE est l'autorité responsable de la délégation des pouvoirs appropriés en matière de biosécurité au CNETE. Il est également tenu de s'assurer de l'application des lois et règlements en lien avec la biosécurité et de l'inscription auprès de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), en vertu de la Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines (LAPHT).

Le directeur général du CNETE est responsable de la Politique sur les niveaux de biosécurité élevés, en exposant son engagement en ce qui a trait :

- à la biosécurité;
- aux principes directeurs en matière de biosécurité;
- à la protection du personnel;
- aux objectifs du programme de biosécurité;
- à l'imputabilité et aux responsabilités des intervenants;
- aux conséquences en cas de non-conformité.

Il doit prendre toutes les précautions raisonnables pour prévenir la libération des matières infectieuses et de toxines. Aussi, le directeur général du CNETE doit faire rapport annuellement au directeur des Études.

5.3 Agent de la sécurité biologique

Le Collège et le CNETE doivent chacun identifier un ou plusieurs individus responsables de superviser les pratiques en matière de biosécurité et de biosûreté. Cette (ces) personne(s) est (sont) identifiée(s) en tant qu'agent(s) de la sécurité biologique (ASB). Les responsabilités du (des) ASB peuvent comprendre, sans s'y restreindre :

- Surveiller le matériel biologique qui entre dans la zone de confinement, qui y est entreposé ou qui en sort;
- Coordonner la formation des employés;
- Élaborer et tenir à jour le manuel de biosécurité et les procédures opérationnelles normalisées (PON);
- Faciliter la conformité aux exigences des agences fédérales de réglementation;
- Collaborer avec la direction, les employés de soutien, le personnel d'entretien ménager et les entrepreneurs sur des questions de biosécurité.

L'ASB est également la ressource idéale pour les communications avec les agences de réglementation.

5.4 Comité institutionnel de biosécurité du Collège

Le CIB détient un rôle consultatif et remplit les fonctions énoncées à l'article 4. Il suggère les recommandations nécessaires à l'application de la présente politique au directeur des Études et donne son avis sur tout objet lié à l'application, à l'évaluation et à la révision de celle-ci. Le CIB réfléchit sur les diverses questions découlant de ses activités et sur les façons d'améliorer son fonctionnement. Finalement, il supporte le(s) ASB dans ses (leurs) activités.

5.5 Travailleurs de laboratoire (enseignants, chercheurs, techniciens, étudiants, etc.)

Le travailleur en laboratoire se doit d'utiliser les ressources mises à sa disposition pour l'aider à manipuler les agents pathogènes de la façon la plus sécuritaire possible et en respectant les procédures opératoires normalisées, le tout dans le but de prévenir l'infection des employés ou une libération dans l'environnement. Ce travailleur est également tenu d'aviser le (les) ASB et la direction de l'établissement si les ressources disponibles sont insuffisantes ou si elles pouvaient être améliorées pour permettre une plus grande marge de sécurité.³

Les travailleurs de laboratoire incluent, sans s'y restreindre, les enseignants, les chercheurs, les techniciens, les étudiants et les stagiaires.

ARTICLE 6

NON-CONFORMITÉ

Toute situation non conforme doit être déclarée à l'agent de sécurité biologique et consignée par ce dernier. Au besoin, l'ASB informe le directeur des études des situations qu'il juge problématiques.

ARTICLE 7

ADOPTION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique a été adoptée par la résolution CA/2015-459.8.2, le 27 avril 2015 et est en vigueur depuis cette date.

³ Tiré du Module de formation-Introduction à la biosécurité de l'Agence de santé publique du Canada, p. 8.